

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Public Works and Government Services / Travaux  
publics et services gouvernementaux**  
**Kingston Procurement**  
**Des Acquisitions Kingston**  
**86 Clarence Street, 2nd floor**  
**Kingston**  
**Ontario**  
**K7L 1X3**  
**Bid Fax: (613) 545-8067**

**REQUEST FOR PROPOSAL**  
**DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

<b>Title - Sujet</b> Véhicule téléguidé	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 5P301-120463/A	<b>Date</b> 2013-02-18
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 5P301-12-0463	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$KIN-535-6076	
<b>File No. - N° de dossier</b> KIN-2-38282 (535)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-04-02</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Carriere, Nancy	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> kin535
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 545-8764 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (613) 545-8067
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> PARKS CANADA 1800 Wakley Road Ottawa Ontario K1H 8K3 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services / Travaux publics et  
services gouvernementaux  
Kingston Procurement  
Des Acquisitions Kingston  
86 Clarence Street, 2nd floor  
Kingston  
Ontario  
K7L 1X3

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## TABLE DES MATIÈRES

### PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des Besoin
3. Compte rendu

### PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

### PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

### PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

### PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Exigences en matière d'assurance

### Liste des annexes

- |          |                                  |
|----------|----------------------------------|
| Annexe A | Énoncé des Besoin                |
| Annexe B | Base de paiement                 |
| Annexe C | Exigences en matière d'assurance |

## **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **2. Besoin**

Fournir et livrer un véhicule téléguidé (VTG) de catégorie inspection à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour le compte de Parcs Canada, conformément à l'annexe A, Énoncé des besoins.

### **3. Compte rendu**

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

---

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-11-19) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : \_\_\_\_ (90) jours

#### 1.1 Clauses du guide des CCUA

B1000T      Condition du matériel      2007-11-30

#### 1.2 Produits équivalents

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :

- a) indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
- b) déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
- c) fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
- d) présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions, et;
- e) indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.

2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :

- a) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;
- b) le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.

3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions.

## **2. Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

## **3. Demandes de renseignements - en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## **4. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Soumission technique (deux (2) copies papier)
- Section II : Soumission financière (une (1) copie papier)
- Section III : Attestations une (1) copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### **Section II : Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

##### **1.1 Fluctuation du taux de change**

C3011T (2010-01-11), Fluctuation du taux de change

Solicitation No. - N° de l'invitation

5P301-120463/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

kin535

Client Ref. No. - N° de réf. du client

5P301-12-0463

File No. - N° du dossier

KIN-2-38282

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

### **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 1.1 Évaluation technique

##### 1.1.1 Critères techniques obligatoires

**À DÉFAUT DE SATISFAIRE AUX EXIGENCES OBLIGATOIRES INDIQUÉES CI-DESSOUS, VOTRE SOUMISSION SERA DÉCLARÉE NON CONFORME.**

Les soumissionnaires doivent remplir la grille ci-dessous de manière à prouver que leur soumission répond aux critères indiqués à l'Annexe A. La grille peut être reproduite afin de faciliter la préparation de la soumission. Veuillez indiquer les références aux guides et documents fournis, en prenant soin d'indiquer les numéros de page et/ou les numéros de paragraphes ou de sections.

Numéro du critère	critère	Référence dans la proposition des entrepreneurs
<b>A.1</b>	Le véhicule sous-marin doit avoir une capacité de charge utile de 14 kg, en plus de l'instrumentation fournie par Parcs Canada (voir section 6 ci-dessus).	
<b>A.2</b>	Le véhicule sous-marin doit être capable de réaliser des vitesses de 3 nœuds, sans courant, ni charge	
<b>A.3</b>	Le véhicule sous-marin et tous les connecteurs et terminaisons qui y sont associés doivent avoir une profondeur de travail nominal minimal de 300 mètres en eau salée	

#### 1.2 Évaluation financière

- 1.2.1** Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, rendu droits acquittés (DDP) incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.
- 1.2.2** Les prix ne doivent figurer dans aucune autre partie de la soumission, exception faite de la partie réservée à la proposition financière, annexe " B ". La partie financière doit être dûment remplie et ne doit pas être modifiée, sauf pour y inclure des prix unitaires, faute de quoi la soumission sera jugée irrecevable.



Solicitation No. - N° de l'invitation

5P301-120463/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

kin535

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

5P301-12-0463

KIN-2-38282

---

## **2. Méthode de sélection**

- 2.1** Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

---

## PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### 1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

#### 1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

- 1.1.1** En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la période de tout contrat découlant de cette demande de soumissions.

Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229)

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) toute personne

susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

## **2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### **2.1 Programme de contrats fédéraux - attestation**

#### **2.1.1 Programme de contrats fédéraux - attestation**

##### **Programme de contrats fédéraux - attestation - plus de 25000\$ et moins de 200000\$**

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- a) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'quit en matire d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) ☐ est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus;
- d) ☐ n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

---

## **PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **2. Besoin**

Fournir et livrer un véhicule téléguidé (VTG) de catégorie inspection à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour le compte de Parcs Canada, conformément à l'annexe A, Énoncé des besoins.

#### **2.1 Manuels**

Une série complète de guides de l'utilisateur, en anglais, doit être fournie.

### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) [achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### **3.1 Conditions générales**

2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **4. Durée du contrat**

#### **4.1 Date de livraison**

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 15 juin, 2013.

#### **4.2 Instructions d'expédition - FAB Destination et DDP**

Selon les Incoterms 2000 rendu droits acquittés (DDP) Ottawa, ON.

### **5. Responsables**

#### **5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Nancy Carrière

Titre : Spécialiste en approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Adresse : 86 Clarence Street  
Kingston, ON K7L 1X3  
Téléphone : 613-547-7587  
Télécopieur : 613-545-8067  
Courriel : nancy.carrière@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

## 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

## 5.3 Représentant de l'entrepreneur (À remplir par le fournisseur)

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

## 6. Paiement

### 6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaire ferme dans l'annexe B, selon un montant total de \_\_\_\_ \$ (**insérer le montant au moment de l'attribution du contrat**). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les **oproduits** et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou **oces** interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

## **6.2 Limite de prix**

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

## **6.3 Paiement unique**

Clause du Guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

## **7. Instructions relatives à la facturation**

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

## **8. Attestations**

- 8.1** Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

## **9. Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **10. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A (2012-11-19) - biens (complexité moyenne);
- c) Annexe A, Besoin;
- d) Annexe B, Base de Paiement;
- e) Annexe C, Exigences en matière d'assurance;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_ .

## **11. Exigences en matière d'assurance**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe <<C>>. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

Solicitation No. - N° de l'invitation

5P301-120463/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

kin535

Client Ref. No. - N° de réf. du client

5P301-12-0463

File No. - N° du dossier

KIN-2-38282

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

---

## **ANNEXE "A"**

### **BESOIN**

#### **1. ARRIÈRE-PLAN**

Le service d'archéologie subaquatique (SAS) de Parcs Canada conduit des opérations de plongée scientifiques et de télédétection pour identifier, inventorier et évaluer les ressources culturelles submergées selon le mandat de Parcs Canada. Parmi ses sites sous la juridiction de Parcs Canada se trouvent ceux du réseau en expansion des Lieux historiques nationaux, des Parcs nationaux, des Réserves de parcs nationaux, des Canaux historiques, des Parcs marins nationaux, des rivières patrimoniales et des Aires marines nationales de conservation du Canada. Le SAS est aussi reconnu comme l'autorité fédérale canadienne pour l'évaluation des ressources culturelles submergées selon la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale. Selon cette loi, le SAS est requis pour mener à bien des études de sites archéologiques submergés à travers le Canada, et ce en eaux salées et douces (incluant les océans Pacifique, Atlantique et Arctique ainsi que les Grands Lacs). La diversité de ces opérations offre des conditions de travail très changeantes, comme le courant, la profondeur et la visibilité.

Le SAS a besoin d'un véhicule sous-marin téléguidé (ROV) pouvant aller à 300 mètres de profondeur pour soutenir ses projets de recherche à travers le Canada, spécifiquement pour lui permettre de déployer des appareils d'imagerie sous-marine et de télédétection dans des environnements qui sont, soit inaccessibles, soit dangereux, pour son équipe de plongée scientifique. Un système de ROV adaptable et modifiable est requis, celui-ci doit permettre le transfert de données, sur une grande largeur de bande, afin de pouvoir transmettre l'information produite par plusieurs instruments, incluant (mais non limité à) de la vidéo sous-marine de qualité radiodiffusion en haute-définition (HD), des photographies haute-résolution de stéréophotogrammétrie, et un système à haute-résolution de sonar sectoriel. Pour répondre à ces besoins, le système devra être équipé pour la transmission d'information par fibre optique. Le design du système doit nécessairement fournir suffisamment de diversité pour subvenir aux différents besoins de distribution énergétiques et d'interfaces de télémétrie permettant, ultérieurement, l'intégration de systèmes de servitude comme un télémanipulateur à cinq fonctions, afin d'ajouter une capacité d'intervention, de même que de l'éclairage le cas échéant.

Le ROV va être déployé à partir de diverses plate-formes de travail, incluant les différents navires de travail du SAS, mais aussi à partir d'autres embarcations de partenaires. Conséquemment, le système doit être transportable sur le terrain par transport commercial aérien, il doit aussi être de taille et de poids permettant à une équipe de pont de quatre personnes de le déployer et le récupérer manuellement.

#### **2. GÉNÉRAL**

Le système de base doit consister en un véhicule sous-marin, un panneau de contrôle de surface et un bloc d'alimentation de surface. Une longueur d'ombilical de 300 mètres, sans terminaison, va être fournie par Parcs Canada, celle-ci devra être complétée et adaptée aux deux extrémités (véhicule et surface) par le fournisseur du système ROV afin de l'intégrer au système. Le véhicule sous-marin doit avoir une profondeur de travail nominal de 300 mètres en eau salée et avoir une capacité de charge utile de 14 kg.



---

### 3. VÉHICULE SOUS-MARIN

#### 3.1 PROPULSION

- L'entrepreneur devra équiper le véhicule sous-marin de cinq propulseurs électriques à courant direct, sans balais, à couplage magnétique, refroidie à l'eau; quatre dédiés à la propulsion horizontale et un pour la propulsion verticale.
- Les cinq propulseurs doivent être du même design, donc interchangeables, et tous fournir des informations sur leur vitesse, afin d'obtenir un contrôle précis de la poussée.
- Les propulseurs horizontaux doivent être équipés de tuyère Kort afin de fournir une meilleure poussée hydrodynamique.
- Afin d'obtenir un meilleur contrôle et augmenter la stabilité de positionnement, les propulseurs horizontaux doivent être disposés en angle afin de produire une poussée vectorielle; avec un propulseur en avant bâbord, et un propulseur en avant tribord, les deux partiellement inclinés vers l'intérieur; et avec un propulseur arrière bâbord et un propulseur arrière tribord, les deux partiellement inclinés vers l'extérieur.
- Le propulseur vertical doit être avoir une position centrale situé entre les quatre autres propulseurs horizontaux du véhicule.
- Chacun des propulseurs doit fournir une poussée minimum de 13 kg-force à pleine puissance.

#### 3.2 CHÂSSIS

- Le châssis devra avoir un design de charpente ouvert. Les dispositifs de flottabilité doivent être situés au dessus des quatre propulseurs horizontaux afin de fournir une meilleure circulation d'eau aux dits propulseurs.
- Les dispositifs de flottabilité doivent être faits de blocs de mousse synthétique et résistant à des profondeurs d'au minimum 300 mètres dans l'eau salée.
- Une quantité suffisante de lest de plomb doit être fournie avec le véhicule. La quantité doit être suffisant et permettre d'obtenir une flottabilité neutre, et ce en eau douce ou en eau salée, pour toute la capacité de charge entre 0 et 14kg. Le lest doit être configuré de façon à être facilement installé sur la charpente ou le châssis mobile du véhicule.
- Les blocs de flottaison, les modules électroniques et le câblage doivent tous être protégés par des couverts hydrodynamiques détachables.
- La structure et le châssis mobile doivent permettre d'ajouter facilement des équipements connexes comme par exemple des éclairages supplémentaires et/ou un transmetteur USBL.
- Tous les raccords et pièces d'assemblage de la structure et du châssis mobile doivent être faits d'acier inoxydable, de bronze-aluminium ou d'un autre alliage comparable résistant à la corrosion.
- La masse du véhicule, dans l'air, ne doit pas excéder 100 kg, en excluant les instruments fournis par Parcs Canada (voir section 6).

### 3.3 MODULE DE NAVIGATION

- Le véhicule doit être équipé d'un compas fluxgate (compas à induction terrestre) avec une marge d'erreur de +/- 3 degré.
- Le véhicule doit être équipé d'un gyromètre à semi-conducteur sensible à 0.1 degré/s.
- Le véhicule doit être équipé d'un sondeur de profondeur qualifié pour un minimum de 300 mètres de profondeur en eau salée.
- Le véhicule doit être équipé d'un contrôle de cap automatique et d'un contrôle de profondeur automatique.

### 3.4 BOITE DE CONNEXION

- Une boite de connexion résistante à la pression doit être installée sur le véhicule afin de fournir une interface pour le courant électrique et la télémétrie pour les systèmes du véhicule et pour d'autres instruments fournis par Parcs Canada.
- Toutes les composantes électriques du véhicule, incluant les propulseurs, les lumières, les capteurs, doivent être contrôlées à travers une interface réseau commune de type RS-485, avec un processeur de commande partagé.
- La boite de connexion doit être équipée d'un multiplexeur visuel à haute définition extensible de marque Focal, modèle 907 HDM2, afin de fournir la transmission de deux signaux vidéo HD-SDI et quatre canaux bidirectionnels (RS-232/485) pour les commandes de caméra.

### 3.5 CAMÉRA DE NAVIGATION À DÉFINITION STANDARD

- Le véhicule devra être équipé d'une caméra de navigation couleur à haute résolution (un minimum de 540 lignes de télévision) au format NTSC.
- La caméra doit avoir une mise au point fixe et un contrôle du diaphragme automatique.
- La caméra doit avoir une sensibilité à la lumière de 0.5 Lux ou meilleure.
- La caméra doit avoir un angle de champ de vision d'un minimum de 90 degrés (en diagonal dans l'eau).
- Le caisson de la caméra doit être fait soit d'aluminium anodisé, soit de titane.
- La caméra doit être fournie installée, dans l'axe central du véhicule, sur un plateau basculant mécanique motorisé permettant à la caméra de faire un balayage vertical de 180 degrés (+/- 90 degrés depuis l'horizontal).

### 3.6 ÉCLAIRAGE

- Le véhicule sous-marin doit être équipé de deux lumières DEL à variateur, alimenté de la surface produisant ensemble un minimum de 6000 lumens de lumière diffuse avec une température de couleur située entre 6500 et 5500 degrés Kelvin (inclusif).
- Le positionnement des deux lumières doit être optimisé afin d'éviter la rétrodiffusion, avec un minimum de 15 cm entre l'axe central du véhicule et la position latérale de chacune de lumière.

### 4. OMBILICAL

- Parcs Canada va fournir et livrer une longueur de 300 mètres, sans terminaison, qui servira à fournir l'énergie et la télémétrie au véhicule sous-marin. Le fournisseur du système ROV va être responsable d'installer les terminaisons de ce câble dans son usine afin de permettre une interface entre le véhicule sous-marin, le panneau de contrôle en surface et le bloc d'alimentation. Le câble devra être testé en usine avant la livraison et devra être livré en même temps que le reste du système de ROV.
- Les spécifications du câble sont les suivantes : Falmat Inc. modèle no. FM082707SA1, avec trois fibres multi-mode, 4 câbles de cuivre torsadé de calibre 16 AWG, et 2 câbles de cuivre torsadé de calibre 26 AWG, avec une structure de renforcement intégrale en Kevlar et une gaine externe en mousse de polyuréthane jaune. Le câble possède une flottabilité neutre dans l'eau douce, il a une résistance à la rupture de 1800 kg, et un diamètre externe de 15.75 mm.
- Une fois complété, le câble doit inclure une pince de tirage en acier inoxydable (avec la balle), permettant d'arrimer un solide point d'attache sur le véhicule au câble à l'aide d'une manille. Le but de cette pince est de diminuer la tension exercé sur les terminaisons du câble lors des opérations du véhicule.
- La garantie du système ROV du manufacturier ne couvrira pas l'ombilical en lui-même.

### 5. UNITÉ DE CONTRÔLE DE SURFACE

#### 5.1 INTERFACE DU SYSTÈME

- Une unité de contrôle de surface doit être fournie afin de transmettre l'électricité et la télémétrie au véhicule sous-marin.
- L'unité de contrôle de surface doit fournir une connexion fiable et robuste pour la terminaison de l'ombilical.
- L'unité de contrôle de surface doit permettre à l'opérateur de contrôler les propulseurs, les sondes et l'éclairage du véhicule sous-marin, tout en fournissant en affichage en temps réel de la vidéo sous-marine.

- 
- L'unité de contrôle de surface doit être équipée d'un multiplexeur visuel à haute définition extensible de marque Focal, modèle 907 HDM2 (ou équivalent), capable de fournir un signal HD-SDI afin d'enregistrer un signal vidéo HD.
  - L'unité de contrôle de surface doit être équipée d'une sortie vidéo SD afin d'enregistrer le signal de la caméra de navigation.
  - L'unité de contrôle de surface doit fournir des canaux bidirectionnels (RS-232/485) pour le transfert de données en série entre les multiplexeurs de la surface et le multiplexeur de fibre optique du véhicule sous-marin.

## 5.2 ÉCRAN DE CONTRÔLE

- Afin de permettre à l'opérateur du véhicule d'avoir un affichage en temps réel du signal vidéo SD provenant de la caméra de navigation, l'unité de contrôle de surface doit être équipé d'un écran plat à cristaux liquide à matrice active (TFT) de type ACL ou DEL d'une dimension d'un minimum de 38 cm (en diagonal)
- L'unité de contrôle de surface doit avoir une capacité de superposition sur le vidéo du texte fournissant au minimum les informations sur l'état du système et de navigation suivantes en temps réel : cap boussole en degrés, profondeur du véhicule en mètres, angle de la caméra en degrés, compte-tour de l'ombilical (en positif ou négatif), cap automatique en marche ou arrêt, profondeur automatique en marche ou arrêt, l'inclinaison en degrés, le gîte, la date, et l'heure.
- L'angle de visionnement de l'écran doit pouvoir être modifié afin de fournir un plus grand confort à l'opérateur.

## 5.3 CONTRÔLEUR MANUEL

- Le véhicule sous-marin doit être manœuvré par un contrôleur manuel ergonomique.
- Ce contrôleur manuel doit fournir un contrôle horizontal du véhicule au moyen d'un mini-manche trois axes fait pour être opéré de la main droite, et le contrôle verticale du véhicule au moyen d'une commande par bouton fait pour être opéré de la main gauche.
- L'unité de contrôle de surface doit fournir le contrôle du plateau basculant de la caméra fait pour être opéré de la main gauche.
- L'unité de contrôle de surface doit fournir le contrôle du variateur de l'éclairage fait pour être opéré de la main gauche.
- Le contrôleur manuel doit avoir un interrupteur marche/arrêt pour les fonctions de profondeur automatique et de cap automatique du véhicule.

- Le contrôleur manuel doit être connecté à l'unité de contrôle de surface au moyen d'un câble ombilical robuste, mesurant un minimum de deux mètres, afin de permettre à l'opérateur la liberté de se déplacer au alentour de l'unité de surface.

## 5.4 BLOC D'ALIMENTATION

- Le bloc d'alimentation de surface doit fonctionner avec un courant électrique monophasé, à sélection automatique 100-240 volt AC et ne pas tirer plus de 4 kW de puissance. Le bloc d'alimentation doit fournir du courant direct au véhicule, à travers l'ombilical afin d'alimenter en électricité le véhicule et ses appareils ainsi que les instruments sur le véhicule fourni par Parcs Canada et d'autres outils connexes.
- Pour la sécurité de l'opérateur, le dispositif fournissant la courant direct à l'ombilical doit être protégé par un isolateur de ligne.

## 6. INTÉGRATION D'INSTRUMENT FOURNI PAR LE CLIENT

### 6.1 CAMÉRA VIDÉO À HAUTE-DÉFINITION

- Parcs Canada va fournir et livrer une camera couleur haute-définition (HD) de marque Kongsberg, modèle OE-14-502 WA. Le fournisseur du système ROV sera responsable d'installer cette caméra couleur grand-angle sur le plateau basculant du ROV, en s'assurant que le balayage verticale de 180 degrés (+/- 90 degrés depuis l'horizontal) de la caméra reste possible.
- Le signal vidéo HD-SDI sortant de la caméra (à travers un connecteur de cloison de type profil bas, à 90 degré) doit être transmis au multiplexeur de fibre optique par un câble coaxiale de cuivre, ce câble doit être fournie par le fournisseur du système.
- L'unité de contrôle de surface doit fournir une connexion RS-232 série pour y brancher un ordinateur afin de contrôler les différentes fonctions de la caméra, tel le diaphragme, la mise au point et les fonctions de zoom.
- Un écran servant à afficher le vidéo HD va être fourni séparément par Parcs Canada et ne fait pas partie du présent appel d'offre.

### 6.2 SCANNER À BALAYAGE SECTORIEL

- Parcs Canada va fournir et livrer une tête de sonar numérique Kongsberg modèle no. 975-27110000 de 625 kHz à 800 kHz afin de fournir des informations de navigation et des images acoustiques des sites archéologiques sous-marins. Le fournisseur du système de ROV sera responsable d'intégrer la tête de sonar sur le véhicule sous-marin, de lui fournir une alimentation électrique de 24 VDC et de la télémétrie RS-485, de même que tout le câblage, et d'effectuer les tests en usine de l'installation.
- Le fournisseur du système ROV devra aussi fournir une sortie RS-232, convertie en USB, sur l'unité de contrôle de surface, afin de permettre un affichage en temps réel de l'information provenant du

---

sonar de même que le contrôle de ce dernier à partir d'un ordinateur fourni par l'utilisateur (équipé du logiciel d'opération sonar MS1000 et une clef d'utilisation).

- La tête de sonar devra être installée sur la face supérieure du véhicule sous-marin, avec son boîtier étanche enchâssé dans un puits protecteur de façon à ce que seulement le transducteur soit exposé afin de permettre de réaliser des balayages complets sur 360°.

## **7. PERFORMANCES OBLIGATOIRES DU SYSTÈME**

- Le véhicule sous-marin doit avoir une capacité de charge utile de 14 kg, en plus de l'instrumentation fournie par Parcs Canada (voir section 6 ci-dessus).
- Le véhicule sous-marin doit être capable de réaliser des vitesses de 3 nœuds, sans courant, ni charge.
- Le véhicule sous-marin et tous les connecteurs et terminaisons qui y sont associés doivent avoir une profondeur de travail nominal minimal de 300 mètres en eau salée.

Solicitation No. - N° de l'invitation

5P301-120463/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

5P301-12-0463

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

KIN-2-38282

Buyer ID - Id de l'acheteur

kin535

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

## ANNEX "B"

### BASE DE PAIEMENT

Le contracteur selon la base de paiement suivante:

TVH – en plus

Un prix total en dollar canadien, livré avec rendu droits acquittés, avec les frais de douane canadienne inclus, si applicable.

	Description	Qty	Unité	Prix unitaire	Prix calculé
1.	Véhicule sous-marin téléguidé (ROV) en accord avec les spécifications en annexe « A ».	1	Chacun	\$_____	\$_____

**Total général**

\$\_\_\_\_\_